Lettre d'information n°1 - mars 2021

PREAMBULE

La crise sanitaire que nous traversons et ses conséquences tant économiques que sociales nous amènent à recentrer les travaux de nos groupes de travail autour deux thèmes majeurs : L'Europe en perspective sur notre territoire et la Transition énergétique. Trimestriellement nous diffuserons une lettre d'information qui mettra en exerce des articles de fond relatifs à ces thématiques.
Dans ce premier numéro de 2021, nous avons souhaité partager des points de vue sur la gouvernance européenne et les jeunes en Europe mais également faire suite à notre conférence sur la transition énergétique d'octobre dernier. Chaque numéro abordera également un sujet d'actualité. Nous avons choisi pour ce numéro : l'état des lieux du Plan de relance en Savoie.

NOTE D'ACTUALITE

Le Plan de Relance en Savoie

Depuis septembre 2020, la Savoie comme les autres territoires bénéficie pleinement du Plan de relance. A ce jour, plus de 55 millions d'euros ont été ainsi mobilisés en Savoie.
Le plan de relance se décline en trois volets, un volet Transition Ecologique, un volet Economique et un volet Social.
Sur le volet transition écologique, les aides se sont déclinées sur plusieurs thèmes : de la rénovation de bâtiments de l'Etat pour limiter l'empreinte environnementale (44 projets), aux travaux de rénovation énergétique dans les logements de particuliers (600 dossiers instruits), en passant par la réduction de l'empreinte carbone de l'habitat, le verdissements du parc automobile (5000 primes à la conversion et bonus écologiques) et l'aide à la préservation de la biodiversité et au développement du tourisme durable.
Sur le volet économique une dizaine d'entreprises sont lauréates des appels à projets, cela représentant 20 millions d'euros de soutiens financiers. Dans le cadre du volet « compétitivité » du plan de relance, 7500 entreprises en Savoie ont bénéficié d'une baisse des impôts de production. Cela représente une économie d'impôts de 95 millions d'euros.
Sur le volet social 3000 jeunes savoyards ont bénéficié du dispositif « 1 jeune,1 solution » dont 1200 jeunes nouveaux apprentis, 90 jeunes en insertion ont été embauchés en contrats parcours compétences, et 438 jeunes ont bénéficié d'un parcours intensif de la part de pôle emploi. *(cf newsletter n°2 www.savoie.gouv.fr)*

EUROPE

Buono (e cattivo) Governo : Mario Draghi Président du Conseil en Italie

Au cœur du Palazzo Pubblico de Siena, en Toscane, se trouvent deux fresques du 14ème siècle, d'Ambrogio Lorenzetti, illustrant les effets du bon et du mauvais gouvernement (Buono e Cattivo Governo en italien).

Lors de son discours devenu référence aux rencontres de Rimini en Août 2020, Mario Draghi a adapté cet adage à la « bonne » et la « mauvaise » dette. *« Si elle est utilisée à des fins productives : investissement dans le capital humain, dans les infrastructures essentielles à la production, dans la recherche. Dans ce cas, elle sera considérée comme une "bonne" dette. En revanche, si la dette est utilisée à des fins improductives, elle sera considérée comme une "mauvaise" dette et sa viabilité sera érodée ».* (texte du discours en français sur le site de Savoie Nova et en italien : *https://www.linkiesta.it/2020/08/mario-draghi-discorso-meeting-rimini/).*

Il a alors insisté sur la nécessité d'une action immédiate : « *l'éducation et, plus généralement, l'investissement dans les jeunes* » pour qu'ils aient la possibilité de s'inventer un futur et de faire face à la dette considérable que la pandémie aura générée.
Ce même Mario Draghi est depuis un mois le nouveau chef de Gouvernement italien, et forme, avec Emmanuel Macron, le nouveau « couple de pouvoir » au sein de l'Union Européenne, avec le départ annoncé d'Angela Merkel (*cf l'éditorial de Ben Hall dans le Financial Times, le 2 mars dernier : Mario Draghi and Emmanuel Macron — the EU's new power couple ?).*

Apprendre à l'étranger – une expérience ERASMUS pour tous

Si « Erasmus » a marqué des générations d'étudiants – et le campus de Chambéry en sait quelque chose – cette mobilité est moins sollicitée par les professionnels, les jeunes apprentis et les élèves de la formation professionnelle. Cela devra changer au cours des années 2021-27, le Parlement Européen se réservant de contrôler l'élargissement effectif des groupes bénéficiaires du Programme Erasmus+, grand gagnant du budget 2021-27 de l'UE.
L'accord de décembre 2020, considérant tous les Européens des „apprenants tout au long de la vie", prévoit de regrouper les programmes de mobilité de l'UE sous la „marque Erasmus+". C'est dire l'ambition d'écrire pour tous l'histoire de succès déjà connue. Toutes ces mobilités, individuelles ou de groupe, soit *échanges scolaires (nouveau),* extra-scolaires, universitaires, professionnels, services de volontariat, s'orienteront aux buts fixés: „l'inclusion, la transition verte et l'éducation numérique."
Les Etats-Membres devront présenter leur plans pour renforcer l'inclusion de publics dit désavantagés. Concernant les jeunes de 15 à 30 ans, l'analyse montre que c'est l'accompagnement par leur environnement - professeurs, employeurs, éducateurs - qui confirme les motivations, les meilleurs évènements déclencheurs étant la rencontre de pairs ayant fait l'expérience, et l'approche pas-à-pas (échanges et écoles d'été, visites préparatoires) de séjours allongés d'apprentissage formalisé.
Donc, seule une promotion active dans chaque territoire garantira que les moyens supplémentaires s'investiront auprès de jeunes ayant jusqu'ici moins bénéficié des chances européennes. En AURA, et en Savoie, cela devra se traduire par un Référent Erasmus+ très proche des multiplicateurs, et par la persévérance de quelques moteurs décidés à permettre à tout jeune de se sentir utile dans une Europe solidaire. *(www.agence.erasmusplus.fr)*

3 Européens sur 4 veulent une Europe plus « souveraine »

Un récent sondage montre que l'idée européenne est bien vivante : trois Européens sur quatre sont favorables à une Union plus "souveraine".
Bien qu'étant les plus réservés, les Italiens sont malgré tout favorables à 63 %. Le souhait d'une Europe plus forte et plus responsable est donc très largement majoritaire.
Certes le terme "souveraineté" n'a pas exactement la même signification dans toutes les nations, mais appliqué à l'Union Européenne, il est entendu comme le moyen d'apporter une réponse pertinente aux défis globaux. Son renforcement apparait nécessaire pour gérer prioritairement la menace terroriste, le changement climatique et les problèmes de santé mais aussi pour faire face aux défis mondiaux qui dépassent les possibilités de chaque pays.
Les peuples européens prennent conscience que la "nation" à laquelle ils sont toujours très attachés ne suffit plus à assurer leur avenir et à les défendre. Ils considèrent majoritairement que la dimension européenne est celle qui convient pour faire face aux défis qui nous attendent.
(https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-l-ue/news/trois-europeens-sur-quatre-veulent-une-union-plus-souveraine)
Voir aussi à ce sujet l'excellent article de Marc Dugain : "Notre avenir est européen" (Les Echos / 5 févr. 2021)

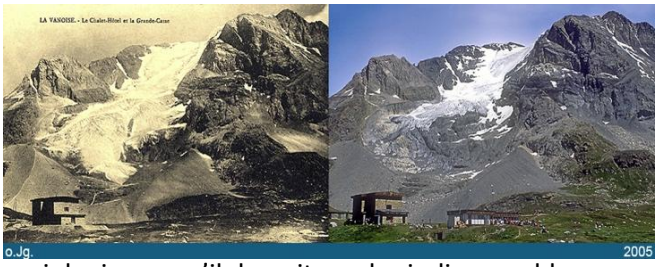
Lettre d'information n°1 - mars 2021

TRANSITION ECOLOGIQUE

L'urgence climatique

La finitude de la planète, de ses espaces, de ses ressources, est une réalité que révèlent un peu plus chaque jour les désordres environnementaux. Le réchauffement climatique nous impose ses effets en même temps qu'il nous rappelle notre vulnérabilité.
Les interactions entre nos modes de vie, nos comportements et notre environnement sont aujourd'hui avérées. Les désordres environnementaux ont un impact économique et social qui a un coût et qui se paye.
Les prévisions météorologiques confirment qu'il est urgent d'agir. Afin de donner à chacun la capacité de se mêler de ce qui le regarde en tant que consommateur, citoyen, décideur…, cette première lettre trimestrielle de Savoie Nova consacrée à l'urgence climatique met à disposition des études, des exemples d'actions ainsi que des réflexions sur les conséquences concrètes qu'elle implique.

Climat : sans actions fortes, gros réchauffement en vue selon Météo-France AFP – 1er février 2021 à 18:08



Le réchauffement climatique commence à être perçu par nos concitoyens comme une certitude mais bien peu en connaissent les multiples effets et encore moins en évaluent les conséquences. Il convient donc d'expliquer ce que signifie concrètement ce réchauffement avant d'évoquer les adaptations économiques, industrielles et sociologiques qu'il devrait rendre indispensables.
Un récent article de l'AFP - qui résume une étude de Météo France - présente assez clairement plusieurs schémas que les équipes de scientifiques ont définis en fonction des hypothèses de mesures prises par nos dirigeants pour faire face à ce réchauffement. L'hypothèse optimiste y apparait déjà inquiétante et la pessimiste est carrément angoissante. La voie médiane, la plus probable à ce jour, met en évidence les transformations profondes que nous aurons à supporter dans notre pays et sur notre territoire.
Et ce constat, le plus fiable scientifiquement, est sans appel : nos sociétés vont devoir faire face à des changements qui vont affecter en profondeur nos modes de vie. Il faut agir, vite et fort !
Nous vous invitons à prendre connaissance de cet article et, pour les plus curieux, de ne pas hésiter à aller chercher plus d'informations dans le rapport lui-même. Vous y trouverez des éléments intéressant nos montagnes... *(drias-climat.fr / onglet "actualités").*

Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) – Mars 2020

La SNBC se veut la réponse de la France au réchauffement climatique mais l'ambition affichée et les moyens proposés sont-ils adaptés à l'objectif planétaire de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ?
Le Projet de la France (et de l'Europe) de neutralité carbone en 2050 vise à limiter nos émissions annuelles à la capacité de nos territoires à les absorber, via les puits de carbone naturel (forêts, prairies, océans) ou artificiels (méthanation, biocarburants, …). Cet objectif implique une réduction des GES de 50 % en 2030 par rapport à 1990 et prévoit une diversité d'options technologiques et comportementales à mettre en place.
Dans sa version 2020, la SNBC et son scénario de référence présente cinq grands secteurs: -Transports, -Bâtiments/Chauffage, -Industrie, -Production d'électricité, -Agriculture/Forêt. Sans oublier d'intégrer les émissions liées à la consommation des Français, dont une bonne part est assurée par des produits importés, et donc contributeurs à de larges émissions hors du territoire.
Pour établir sa trajectoire jusqu'en 2050, la France prévoit des budgets Carbone autorisés par tranches de 5 ans. Le premier budget 2015-2018 n'a pas été tenu, à cause des 2 secteurs Transports et Bâtiments. Le

dépassement va encore s'aggraver sur le budget 2019-2023, car il faudrait accélérer le rythme de décarbonation de -1,4 % par an à -6 % ! Un effort considérable à réaliser qui explique pourquoi la Commission Européenne accuse la France de ne pas tenir ses engagements en la matière.

Quelles limites, quels points de vigilance, quelles interrogations, pour ce scénario ?

- Des investissements massifs sont nécessaires : Au-delà de la quarantaine de Milliards investis annuellement (45 Milliards en 2018), il faudrait respecter un doublement annuel des investissements climat d'ici la fin du 3ème budget carbone en 2028. Est-on prêt à cet effort ?
- Quel rôle pourront jouer les Énergies Renouvelables non-pilotables (Eolien, Solaire) dans la production d'électricité pour atteindre les objectifs de décarbonation? Réponse à apporter en dépassant les débats encore trop passionnels (EnR/Nucléaire).
- Plus localement, il s'agit d'abord d'engager un gros travail de mise en cohérence des objectifs régionaux et territoriaux.
- Les transformations pour atteindre la neutralité carbone en 2050 seront difficiles et coûteuses, pour la France et les pays européens. Il y aura en même temps beaucoup à faire dans les pays en développement qui doivent élever leur niveau de vie tout en limitant leur empreinte carbone. Attention car le problème du climat est planétaire. Le CO2 ne connait pas les frontières !
- La dimension socio-économique des transformations techniques annoncées doit être analysée plus profondément car les conséquences sociétales seront lourdes. Le Politique devra y donner sa pleine mesure. Ce sujet, trop vaste pour être abordé ici, fera l'objet de développements dans la prochaine lettre trimestrielle. (*https://www.ecologie.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc*)

Transition écologique en chantier - Le Monde - 28 février / 1er mars 2021

Que signifie exactement l'expression "transition écologique" ? Et quelles réalités économiques et sociales recouvre-t-elle ? L'article de D. Méda en donne une approche intéressante : *"la grande accélération actuelle de la perte de biodiversité, du changement climatique, de la pollution et de la perte de capital naturel est étroitement liée à la croissance économique ; le découplage entre les premiers et la seconde est probablement impossible ; la décroissance ou la post-croissance sont des alternatives à envisager sérieusement"*. On peut en tirer une première définition de ce qu'est la transition écologique : l'obligation d'adapter nos modes de vie et de production aux grands phénomènes qui frappent notre planète du fait même des activités humaines.

La croissance au sens où nous l'entendons généralement n'est plus soutenable ; la "croissance verte" serait elle-même un mythe ; nous devons envisager de "reconstruire nos économies et apprendre à produire autrement".

La transition écologique suppose que des investissements nouveaux et considérables soient réalisés. Quelles perspectives d'emplois offre -t-elle? Si l'on s'arrête aux seuls effets sur notre habitat et sur l'organisation de nos territoires, les bouleversements à envisager apparaissent importants.

Le point de vue qui s'exprime dans cet article montre bien quelles questions posent aux gouvernants ces changements planétaires dont nous commençons seulement à prendre conscience et qu'il va falloir affronter. D'autres approches sont évidemment possibles et, d'ailleurs, elles ne manquent pas. Mais celle-ci montre que les problèmes sont là, devant nous, qu'il va bien falloir trouver des solutions mais peut-être aussi qu'elles existent pour peu qu'on veuille bien se donner la peine d'y réfléchir, d'observer et de prendre les bonnes décisions.

Chronique de Dominique Méda, Professeure de sociologie, Directrice de l'Irisso (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales /Université Paris Dauphine-PSL)